

chiché

## Ils sont contre la fermeture d'une classe



Dans le parc de la commune à proximité de l'école, à Chiché, une première réunion de contestation déjà fortement mobilisatrice. (Photo NR)

**L'**école publique Henri Dès joue un rôle clé de lien social à Chiché. Bien que prévoyant une rentrée avec soixante-quatorze élèves en septembre prochain, la menace d'une fermeture de classe pour les tout-petits pèse lourdement sur cet établissement. Très préoccupés, les parents d'élèves de l'école mobilisent les Chichéens contre cette fermeture qu'ils jugent arbitraire. Jeudi 21 mars, en fin d'après-midi, une première manifestation intergénérationnelle a réuni une soixantaine de personnes (au nombre desquelles les représentants du conseil municipal et des associations locales) qui expriment leur grande inquiétude quant à la perte d'un maillon essentiel à l'instruction de leurs enfants.

« La fermeture d'une classe aurait pour conséquence directe

*l'augmentation des effectifs dans les classes restantes, ce qui va à l'encontre des études menées par le ministère de l'Éducation nationale qui soulignent l'amélioration de l'apprentissage dans les classes moins chargées »,* explique Yohan Toutin, porte-parole de l'association des parents d'élèves de l'école.

### « Une atteinte au droit à la ruralité »

« L'importance d'une prise en charge précoce des enfants ne doit pas être négligée. Face au désengagement de nombreux services publics, l'école est devenue le dernier rempart républicain dans nos petites communes rurales. Cette mesure irait à l'encontre de l'offre croissante pour la petite enfance proposée à Chiché, notamment avec la création prochaine d'une micro crèche. »

Président de l'Union départementale des délégués départementaux de l'Éducation nationale des Deux-Sèvres, Michel Benoist est venu témoigner de son soutien à la revendication chichéenne. « L'annonce de trente-six fermetures de classes est une nouvelle atteinte au pacte républicain qui vise l'égalité des chances et de réussite pour tous les élèves quel que soit leur lieu de résidence, leur condition sociale et qui reconnaît l'égalité d'accès à un enseignement public et laïc. Ces annonces de fermeture constituent également une atteinte au droit à la ruralité », a-t-il asséné avant de conclure sur une désagréable impression de faire des territoires ruraux des variables d'ajustement.

Une pétition contre la fermeture d'une classe circule dans la commune.